

10 janvier 2006

OMC - 14 militants inculpés à Hong Kong Uniterre demande leur libération

Uniterre demande la libération immédiate et inconditionnelle des 14 personnes accusées d'avoir participé à un rassemblement lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong. Depuis le 05 janvier, 12 d'entre eux sont en grève de la faim. L'OMC doit compter avec la voix des populations affectées par ses politiques de libéralisation. Des centaines de millions de personnes sont directement touchées dans leur survie quotidienne par la destruction de leurs bases économiques.

Les 14 militants ont été inculpés suite à une manifestation pacifiste organisée par la Via Campesina à Hong Kong. Ils ne voulaient qu'exprimer leur désaccord des politiques de l'OMC et exigeaient que l'agriculture soit sortie des négociations commerciales. En vue de leur procès qui se tiendra le 11 janvier, de nombreuses actions de solidarité sont organisées devant les représentations chinoises à travers le monde comme à Madrid, à Barcelone, à New York, à Jakarta, en Corée, au Sri Lanka, au Brésil, au Népal, en Inde, aux Philippines, en Belgique, en Autriche et en Allemagne.

Puisqu'ils ont été arrêtés en raison de leur opposition à l'OMC, c'est devant le siège de cette organisation que nous protestons à Genève. Depuis la signature des accords de Marrakech il y a plus de 10 ans, aucun bilan n'a été tiré des politiques néo-libérales de l'OMC. Pourtant, sur le terrain, l'agriculture paysanne disparaît en raison des prix de dumping pratiqués à travers le monde. Que ce soit en Suisse, au Cameroun, au Mexique, en Corée ou en Argentine, l'agriculture paysanne orientée vers le marché local n'arrive plus à survivre. Ni l'agriculture paysanne du nord, ni celle du sud ne profitent de ces accords. Il est évident que les grands gagnants sont les agro-industriels qui, à force de marchandages, accumulent des marges de profit indécentes. Les prix mondiaux, fixés artificiellement sur les surplus d'exportation (moins de 10% de la production mondiale) ne tiennent absolument plus compte des coûts de production. Et que dire des coûts sociaux et environnementaux que provoque cette politique ? Si l'OMC était cohérente avec son slogan « les négociations sont un tout indivisible », tant les aspects sociaux qu'environnementaux devraient être couplés aux négociations économiques. Les consommateurs-trices comme les paysan-ne-s sont pris en otages des négociations commerciales de l'OMC basées sur les profits à court terme de certains acteurs.

Le mini-accord intervenu à Hong Kong a été un marché de dupes pour les pays du sud. S'il ne faut pas pleurer la possible fin des subventions agricoles à l'exportation, auxquelles Uniterre s'est toujours opposée, cette décision des Etats membres de l'OMC a été conditionnée à une ouverture plus large des marchés du sud pour les biens industriels et les services. Un accord qui doit faire sourire plusieurs Etats industrialisés...

Si l'agriculture suisse a évité le pire à Hong Kong, elle s'attend, dans les prochains mois, à subir de plein fouet les règles de l'OMC. 2006 sera une année clé en ce qui concerne le pilier agricole qui touche à l'accès au marché. C'est bien celui qui est le plus critique pour notre

agriculture qui doit, comme toute autre d'ailleurs, pouvoir se protéger contre l'importation de produits mis sur les marchés en dessous de leurs coûts de production.

Uniterre demande, comme Via Campesina, que les échanges soient basés sur le concept de la souveraineté alimentaire, c'est à dire que chaque population, chaque Etat puisse définir le type d'agriculture et d'alimentation désirées sans dumping vis-à-vis des pays tiers. L'agriculture locale de proximité est toujours la principale activité humaine sur notre planète. Cette agriculture paysanne et familiale doit rester un modèle autour duquel peut se développer une société et des activités économiques qui font un usage durable de nos ressources, tout en garantissant les droits fondamentaux des populations. Il faut pouvoir garantir aux citoyen-ne-s le droit à la souveraineté alimentaire et à l'alimentation, l'accès à l'eau, à la terre, aux semences, à la santé, au logement, à l'éducation ainsi qu'à la liberté politique. Les citoyen-ne-s ont tout à gagner d'une agriculture qui leur offre des produits de qualité sans dégradation de l'environnement ni exploitation de la main-d'œuvre, à des prix qui, tout en restant à leur portée, couvrent les coûts de production.

Uniterre demande la libération immédiate et inconditionnelle des 14 inculpés et adresse un message de solidarité aux organisations paysannes et syndicales dont ils sont membres.

Uniterre demande que l'agriculture sorte des négociations OMC ! Il est temps pour l'Organisation Mondiale du Commerce de prendre en compte la voix et les droits des populations dans le monde.

Valentina Hemmeler
Rudi Berli